

moins une certaine autonomie par rapport à leur position sociale. Ce que nous avons dit plus haut se fonde sur des considérations tellement générales qu'elles ne permettent que de prévoir quelle sera l'évolution *générale* de la bureaucratie dirigeante. Il est probable qu'on assistera, en son sein, à des clivages pouvant aller jusqu'à des ruptures spectaculaires. Il est clair également que cette instabilité de la bureaucratie sera, en dernière analyse, déterminée par l'activité autonome des ouvriers et des étudiants.

On peut être certain que, tant qu'il le pourra, le Kremlin maintiendra ses troupes en Tchécoslovaquie ; son rêve étant d'obtenir ce qu'il a obtenu en Hongrie. La classe ouvrière et l'intelligenstia étant ainsi matées, « les excès » rendus impossibles, il est probable que Moscou ne verra aucune objection à ce que l'on tente d'appliquer, mais *dans des conditions cette fois-ci aseptiques*, des pans entiers de la réforme O. Sik. (Les appels à son retour n'ont, de ce point de vue, rien de surprenant.)

### UNE « NORMALISATION » DELICATE

Mais la situation actuelle en Tchécoslovaquie diffère assez sensiblement de la situation de la Hongrie de janvier 1957. D'abord la classe ouvrière et les étudiants hongrois ont été littéralement écrasés par l'intervention, le rapport des forces ne permet pas *pour l'instant* une telle opération en Tchécoslovaquie : il n'y a encore eu, à notre connaissance, aucune arrestation pour motif politique ; ensuite le poids social et politique de la classe ouvrière tchécoslovaque est plus important que celui de la classe ouvrière hongroise ; mais surtout la désagrégation du « camp pro-soviétique » ne laisse plus au Kremlin la même liberté de manœuvre : en 1956, *tous* les partis communistes ont approuvé l'intervention.

Pour toutes ces raisons, il sera donc difficile à la direction soviétique de « normaliser » la situation, c'est-à-dire de trouver dans le sein de la bureaucratie tchécoslovaque une base sociale minimum suffisamment stable. Il ne manque évidemment pas de bureaucrates — nous l'avons vu — capables de concilier leur intérêt avec celui des Soviétiques<sup>8</sup>, mais il est, malheureusement pour eux, très difficile de faire partager ce point de vue aux masses. Et le drame est que maintenant les masses exigent d'être au courant. La bureaucratie peut bien périodiquement se plaindre de la dépolitisation et du cynisme de la jeunesse, mais il est clair qu'actuellement en Tchécoslovaquie, « la normalisation » ne pourra s'établir qu'avec la *dépolitisation* des masses. Nous re-

---

faut sans cesse modifier : la bureaucratie n'a pas de rôle spécifique dans les rapports de production.

8. Ce n'est donc pas seulement par démagogie que la direction actuelle proclame à chaque instant qu'elle veut « poursuivre la politique d'après janvier ». Elle veut réellement le faire, mais avec toutes les limites technocratiques. De ce point de vue, particulièrement significative est la déclaration de Smrkovsky (*Monde* du 21-12-68) : « Les gens ne peuvent pas être actifs dans un secteur quelconque de la vie — devant leurs machines, dans leur entreprise ou dans l'économie — sans avoir la possibilité de participer à d'autres choses, et surtout à la politique. » Pour Smrkovsky donc, l'un des plus radicaux de l'aile libérale, l'activité politique « des gens » n'est évidemment pas un but en soi, mais un moyen — comme un autre — d'améliorer la qualité du travail.